

## DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du	6 avril 2018
--------------------------	--------------

N°ordre	86
N° identifiant	2018-0056

Rapporteur(s)	M. Dominique CLEMENT
Date de la convocation	16/03/2018

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Mmes Coralie BREUILLE et Diane GUERINEAU

Membres en exercice	91	
Quorum		

à	16h00
---	-------

Titre	Opération 1706 - 2017 - PLU et ETUDES - Plan Local d'Urbanisme - Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tercé
-------	---



PJ.	<p>Annexe 1</p> <p>Annexe 2 - Sommaire</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rapport de présentation</li> <li>2. PADD</li> <li>3. OAP</li> <li>4.1. Zonage page de garde</li> <li>4.2. Plan de zonage - Ouest</li> <li>4.3. Plan de zonage - Est</li> <li>4.4. Plan de zonage - Bourg</li> <li>4.5. Liste et plan du bâti protégé</li> <li>4.6. Liste et plan des emplacements réservés</li> <li>5. Règlement</li> <li>6. Annexes - Page de garde et sommaire</li> <li>6.1. Page de garde annexe servitude</li> <li>6.1.1 Plan des SUP</li> <li>6.1.2. Notice servitude AC1 protection des monuments historiques</li> <li>6.1.3. Notice servitude AS1 protection des eaux potables et minérales</li> <li>6.1.4. Notice servitude EL7 alignement des voies publiques</li> <li>6.1.5. Notice servitude I3 transport de gaz naturel</li> <li>6.1.6. Notice servitude I4 transport d'énergie électrique</li> <li>6.1.7. Arrêté préfectoral servitude gaz</li> <li>6.1.8. Notice servitude I6 exploitation des mines et carrières</li> <li>6.2. Page de garde annexe droit de préemption</li> <li>6.2.1. Périmètre DPU</li> <li>6.3. Page de garde annexe carrières</li> <li>6.3.1. Rapport ICPE Carrières de la Vienne</li> <li>6.3.2. Arrêt préfectoral modificatif</li> <li>6.4. Page de garde annexe plomb</li> <li>6.4.1. Arrêté préfectoral</li> <li>6.5. Page de garde annexe sanitaire</li> <li>6.5.1. Plan du réseau AEP</li> <li>6.5.2. Plan du réseau d'assainissement</li> <li>6.5.3. Arrêté de protection des captages</li> <li>6.6. Page de garde annexe information des sols</li> <li>6.6.1. Notice départementale BASIAS</li> <li>6.6.2. Fiche BASIAS PLAND Dépôt d'essence</li> </ol>
-----	---

Présents	62	<p>M. Alain CLAEYS - <b>Président</b></p> <p>M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGERES - M. Dominique CLEMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANCOIS - Mme Anne GERARD - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - Mme Joëlle PELTIER - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY - M. Aurélien TRICOT <b>Membres du bureau</b></p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLERE - Mme Martine BATAILLE - M. Joël BIZARD - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLE - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - M. Gérard DELIS - M. Dominique ELOY - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - M. Hervé GARCIA - Mme Diane GUERINEAU - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI <b>les conseillers communautaires</b></p> <p>Mme Catherine TEXEREAU - M. Christian GIRARD - M. Jean-Marie MAGNAN <b>les conseillers communautaires suppléants</b></p>	
Absents	15	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Francis CHALARD - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER <b>Membres du bureau</b></p> <p>Mme Ghislaine BRINGER - M. Olivier BROSSARD - M. Jean-Michel CHOISY - Mme Catherine FORESTIER - Mme Nelly GARDA-FLIP - M. Jean-François JOLIVET - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUT - M. Michel SAUMONNEAU - Mme Laurence VALLOIS-ROUET - M. Alain VERDIN <b>les conseillers communautaires</b></p>	
Mandats	14	<p><b>Mandants</b></p> <p>M. François BLANCHARD</p> <p>M. Jean-Louis CHARDONNEAU</p> <p>Mme Michèle FAURY-CHARTIER</p> <p>Mme Jacqueline GAUBERT</p> <p>M. René GIBAUT</p> <p>Mme Pascale GUITTET</p> <p>M. Abderrazak HALLOUMI</p> <p>M. Gérard HERBERT</p> <p>M. Yves JEAN</p> <p>Mme Marie-Christine MARCINIAK</p> <p>Mme Patricia PERSICO</p> <p>M. Edouard ROBLOT</p> <p>Mme Eliane ROUSSEAU</p> <p>Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX</p>	<p><b>Mandataires</b></p> <p>Mme Marie-Thérèse PINTUREAU</p> <p>M. Gérard SOL</p> <p>Mme Nicole BORDES</p> <p>M. El Mustapha BELGSIR</p> <p>M. Michel FRANCOIS</p> <p>M. Claude EIDELSTEIN</p> <p>M. Michel BERTHIER</p> <p>M. Gérard DELIS</p> <p>Mme Francette MORCEAU</p> <p>M. Bernard PERRIN</p> <p>M. Jean-Daniel BLUSSEAU</p> <p>Mme Jacqueline DAIGRE</p> <p>M. Jean-Claude BOUTET</p> <p>Mme Peggy TOMASINI</p>

Observations	L'ordre de passage des délibérations est le suivant : de la n°144 à 145, la n°1 à 2, la n°101, la n°3 à 67, la n°142 à 143, la n°146, la n°68 à 100 et la n°102 à 141.
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat
Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale

Ce sujet fait l'objet de plusieurs engagements de l'Agenda 21 : « lutter contre le changement climatique », « préserver les solidarités » et « consommer autrement ». En effet, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Tercé, document ayant fait l'objet d'une large concertation, s'inscrit dans une démarche qui maîtrise l'étalement urbain, tend vers une plus grande qualité des projets de construction et de rénovation et protège les paysages, les espaces agricoles et les milieux naturels.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-9, L.153-36 et suivants et R.153-20 et R.153-21

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde

VU l'arrêté préfectoral n°2017-D2/B1-010 du 29 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en Communauté urbaine, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2017

VU la délibération du 13 juin 2014 de la commune de Tercé prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), précisant les objectifs poursuivis par cette élaboration et fixant les modalités de la concertation

VU la délibération du 8 novembre 2016 de la commune de Tercé relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du projet de PLU

VU la délibération du 10 février 2017 de la commune de Tercé donnant son accord pour la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération

VU la délibération du 17 février 2017 du Conseil de Gand Poitiers Communauté d'agglomération décidant de poursuivre la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Tercé

VU la délibération du 31 mars 2017 du Conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU de la commune de Tercé

VU la notification de l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tercé aux Personnes Publiques Associées par Grand Poitiers Communauté d'agglomération à compter du 25 avril 2017

Considérant l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Nouvelle-Aquitaine du 8 décembre 2016 de l'examen au titre de l'examen au cas par cas pour une évaluation environnementale mentionnant qu'elle n'était pas nécessaire

Considérant l'avis favorable au titre des articles L.153-16 et L.142-5 du Code de l'Urbanisme et défavorable au titre de l'article L.151-12 du même code de la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) de la Vienne en date du 4 juillet 2017

Considérant les avis favorables reçus de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat en date du 24 mai 2017 et de la Préfecture de la Vienne en date du 13 juillet 2017

Considérant l'arrêté préfectoral favorable de la Préfecture de la Vienne en date du 25 août 2017 relatif au régime de dérogation à la règle dite de l'urbanisation limitée en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale applicable

VU l'arrêté du Président de Grand Poitiers Communauté urbaine en date du 13 juillet 2017 relatif à l'enquête publique qui s'est tenue du 8 septembre 2017 au 9 octobre 2017

Considérant les observations, propositions et contre-propositions réalisées par le public au cours de l'enquête et l'avis favorable au projet de PLU de Tercé remis dans le rapport et les conclusions de Madame le Commissaire Enquêteur.

La prise en considération détaillée des avis des personnes publiques associées conduit à réaliser quelques ajustements et compléments selon différents thèmes dans les pièces correspondantes qui composent le PLU de Tercé, à savoir :

- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) dont les orientations générales sont inchangées, les ajustements se limitant à préciser que l'école de DJ au « Normandoux » est créée et quelques précisions concernant les orientations n°1 et 2.
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation des zones à urbaniser sur une actualisation des références règlementaires.
- Le règlement sur un nombre limité d'articles.
- Le plan de zonage avec des évolutions très limitées touchant la zone naturelle, le libellé des légendes et la lisibilité des objets dessinés.
- Le rapport de présentation avec la reprise de plusieurs paragraphes relatifs aux explications et justifications du PLU.
- Les annexes avec la mise à jour du plan des servitudes d'utilité publique.

Les remarques et demandes formulées par les personnes publiques associées et leur prise en considération par Grand Poitiers Communauté urbaine sont reprises au chapitre 1 de l'annexe 1 à la présente délibération

Les différentes pièces correspondantes du PLU de Tercé ont été modifiées en conséquence et sont reprises en annexe 2 de la présente délibération.

Madame le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable au PLU de Tercé. Au total, 13 observations ont été formulées au cours de l'enquête publique concernant 22 évolutions demandées.

Elles concernent :

- des demandes d'information supplémentaires (7)
- des modifications du plan de zonage (6)
- des évolutions du règlement (2)
- des modifications du plan de l'Orientations d'Aménagement et de Programmation n°2 (2)
- des demandes ne relevant pas de la procédure d'élaboration de PLU (2)
- une demande d'autorisation de permis de construire (1)
- une correction du rapport de présentation (1)
- une interrogation sur les modalités de concertation (1).

Les remarques formulées lors de l'enquête publique et la prise en considération de l'avis de Madame le Commissaire Enquêteur conduisent à ajuster de manière très mesurée les pièces suivantes du PLU de Tercé :

- le rapport de présentation
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- le plan de zonage
- le règlement.

L'analyse des demandes et sujets abordés lors de l'enquête publique et dans le rapport et les conclusions de Madame le Commissaire Enquêteur est reprise dans le chapitre 2 de l'annexe 1 de la délibération avec mention pour chaque cas :

- du pétitionnaire et la nature de sa demande ou de son observation

- de la réponse apportée par le maître d'ouvrage au procès-verbal de Madame le Commissaire Enquêteur
- de l'avis du Commissaire Enquêteur
- de la décision de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Les différentes pièces du PLU de Tercé concernées par une évolution ont été modifiées à cet effet et sont reprises en annexe 2 de la présente délibération.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver le PLU de la commune de Tercé tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- d'afficher la présente délibération au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et en mairie de Tercé durant un mois et d'insérer une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme. La délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné aux articles R.2121-10 ou R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- de mettre à la disposition du public le PLU de la commune de Tercé approuvé au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et à la mairie de Tercé aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture ;
- de transmettre, pour information, la présente délibération et le PLU de la commune de Tercé approuvé aux personnes publiques associées et consultées lors de la procédure ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans ce dossier.

Les dépenses correspondantes seront inscrites à l'imputation 1706/3400/810/202 du budget Principal de Grand Poitiers Communauté urbaine.

POUR	75	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Serge LEBOND

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopte

Michel BERTHIER

Affichée le	13 avril 2018
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme



## DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du	31 mars 2017
-----------------------------	--------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	106
N° identifiant	2017-0174

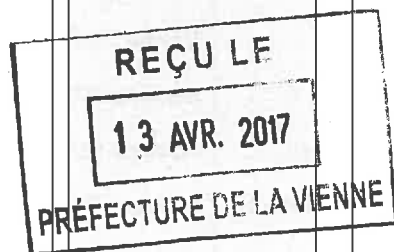
Titre	20 - Immobilisations incorporelles - 1797 - Autorisation de programme 2017 - PLU et ETUDES - PLU 27 communes - Plan Local d'Urbanisme - Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tercé
-------	--

Rapporteur(s)	Dominique CLEMENT
Date de la convocation	10/03/2017

Président de séance	Monsieur Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	M. BLANCHARD F. et M. ROBLLOT

PJ.	<p>Page de garde - sommaire</p> <p>Rapport de présentation</p> <p>PADD</p> <p>Orientations d'aménagement</p> <p>Page de garde - Zonage</p> <p>Plan de zonage 1 - Ouest</p> <p>Plan de zonage 2 - Est</p> <p>Plan de zonage 3 - Bourg</p> <p>Annexe zonage - Bâties protégées</p> <p>Annexe zonage - Emplacements réservés</p> <p>Règlement</p> <p>Page de garde - Liste annexes</p> <p>Page de garde - Annexe 1 - Servitudes</p> <p>Annexe 1 - Plan des servitudes d'utilité publique</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude AC1</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude AS1</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude EL7</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude I3</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude I4</p> <p>Annexe 1 - Notice servitude I6</p> <p>Page de garde - Annexe 1 - DPU</p> <p>Annexe 2 - Périmètre DPU</p> <p>Page de garde - Annexe 3 - Carrières</p> <p>Annexe 3 - Rapport ICPE Carrières</p> <p>Annexe 3 - Arrêté du 11 juillet 2003</p> <p>Page de garde - Annexe 4 - Plomb</p> <p>Annexe 4 - Arrêté du 15 juillet 2002</p> <p>Page de garde - Annexe 5 - Annexes sanitaires</p> <p>Annexe 5 - Plan réseau AEP</p> <p>Annexe 5 - Plan réseau assainissement</p> <p>Annexe 5 - Arrêté du 19 mai 1998</p> <p>Annexe 5 - Arrêté du 7 septembre 2009</p> <p>Annexe 5 - Arrêté du 27 avril 2012</p> <p>Annexe 5 - Périmètre de protection captages</p> <p>Page de garde - Annexe 6 - Information sols</p> <p>Annexe 6 - Fiche BASIAS PLAND - Dépôt essence</p> <p>Annexe 7 - Bilan de la concertation</p>
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum		



Présents	71	<p>M. Alain CLAEYS - <b>Président</b></p> <p>M. Claude EIDELSTEIN - M. Francis CHALARD - M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGERES - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLEMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Michel FRANCOIS - Mme Anne GERARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY <b>Membres du bureau</b></p> <p>M. Jacques ARFEUILLERE - M. François BLANCHARD - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLE - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - M. Gérard DELIS - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARD-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Yves JEAN - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Nicole MERLE - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Edouard ROBLOT - Mme Véronique ROCHAIS CHEMINEE - M. Christian ROUX - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - Mme Laurence VALLOIS-ROUET - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Peggy TOMASINI <b>les conseillers communautaires</b></p> <p>M. Pascal ABADIE <b>le conseiller communautaire suppléant</b></p>	
Absents	12	<p>M. Philippe BROTTIER - M. Gilles MORISSEAU <b>Membres du bureau</b></p> <p>M. Daniel AMILIEN - Mme Martine BATAILLE - M. Joël BIZARD - M. Jean-Hubert BRACHET - M. Jean-François JOLIVET - M. Philippe PALISSE - M. Paul PUCHAUD - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Alain VERDIN <b>les conseillers communautaires</b></p>	
Mandats	8	<p><b>Mandants</b></p> <p>Monsieur TRICOT Aurélien</p> <p>Monsieur BLUSSEAU Jean-Daniel</p> <p>Madame BRINGER Ghislaine</p> <p>Madame GUERINEAU Diane</p> <p>Monsieur HALLOUMI Abderrazak</p> <p>Madame MARCINIAK Marie-Christine</p> <p>Madame MORCEAU Francette</p> <p>Madame FAURY-CHARTIER Michèle</p>	<p><b>Mandataires</b></p> <p>Madame SAUVAGE Corine</p> <p>Monsieur BELGSIR El Mustapha</p> <p>Monsieur ROUX Christian</p> <p>Madame TOMASINI Peggy</p> <p>Madame BURGERES Christine</p> <p>Monsieur CHARDONNEAU Jean-Louis</p> <p>Monsieur BLANCHARD François</p> <p>Madame SARRAZIN-BAUDOUX Christine</p>
Observations			



Projet de délibération étudié par :	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat 01- Commission Générale et des Finances
Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale

Ce sujet fait l'objet de plusieurs engagements de l'Agenda 21 : « lutter contre le changement climatique », « préserver les ressources », « développer les solidarités » et « consommer autrement ». En effet, le Plan Local d'Urbanisme, document ayant fait l'objet d'une large concertation, s'inscrit dans une démarche qui maîtrise l'étalement urbain, tend vers une plus grande qualité des projets de construction et de rénovation, protège les espaces naturels, forestiers et agricoles et développe la mixité urbaine.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L103-2 et suivants, L.153-9, L.153-11 et suivants et R153-1 à R153-10

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde

Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 13 avril 2001 par la commune de Tercé

Vu la délibération du 13 juin 2014 de la commune de Tercé engageant la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune Tercé et définissant les modalités de concertation

Vu la délibération de la commune de Tercé en date du 8 novembre 2016 relative au débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définies dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLU de la commune

Vu la délibération de la commune de Tercé en date du 10 février 2017 sollicitant la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération

Vu la délibération du conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 17 février 2017 décidant de poursuivre la procédure d'élaboration du PLU initiée par la commune

Vu la délibération du conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 31 mars 2017 relative à l'utilisation du contenu modernisé du Code de l'Urbanisme pour la rédaction du volet réglementaire d'un PLU.

La commune de Tercé disposait d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) jusqu'au 27 mars 2017. Par délibération du 13 Juin 2014, le Conseil municipal de Tercé a décidé de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune. Cette délibération précise également les modalités de la concertation, qui sont développées ci-dessous.

### **Bilan de la concertation**

Une réunion de lancement de la procédure a eu lieu le 5 novembre 2014 devant le Conseil municipal afin d'échanger sur les enjeux du futur PLU, d'explicitier la méthode de réalisation et de préciser les modalités de la concertation.

La concertation avec les habitants de Tercé a été réalisée tout au long de la procédure d'élaboration du PLU. Monsieur le Maire et les élus du Conseil municipal se sont mobilisés pour informer la population tout au long de la réalisation des études : réunions techniques, articles dans le bulletin municipal, réunions publiques, affichages en Mairie et registre des observations.

Une concertation spécifique a été conduite avec les agriculteurs lors d'une réunion le 24 mars 2015 pour expliciter le contexte juridique du PLU et ses implications pour l'activité agricole, notamment au regard des enjeux environnementaux. La Chambre d'Agriculture de la Vienne a été associée à cette démarche, dans une logique de concertation large avec la profession. Au-delà de la réunion d'information, des questionnaires ont été remis à l'ensemble des exploitants afin qu'ils précisent leur activité, leurs projets éventuels, pour que ces données abondent au diagnostic du PLU.

Une autre concertation spécifique a été conduite dans le domaine de l'environnement, notamment pour l'inventaire de la Trame verte et bleue locale. Une réunion de lancement a été organisée le 14 avril 2015. Les membres du groupe de travail ont ensuite effectué un travail de terrain, sur la base des documents cartographiques fournis par le bureau d'études, afin de préciser l'état des lieux environnemental et valider les protections à mettre en œuvre.

Une dernière concertation spécifique a également été conduite dans le domaine des déplacements. Une réunion de lancement a été organisée le 24 mars 2015 avec le groupe de travail « Mobilités ». Les membres du groupe de travail ont ensuite effectué un travail de terrain, sur la base des documents cartographiques fournis par le bureau d'études, afin de préciser l'état des lieux et valider les dispositions à mettre en œuvre.

L'ensemble de ces ateliers participatifs a permis la mise à jour du rapport de présentation du PLU. Le diagnostic territorial et environnemental de Tercé a été présenté lors d'une réunion publique le 6 mai 2015. La séance a été ouverte aux questions et observations du public afin d'explicitier le diagnostic et présenter les enjeux du territoire.

Ces éléments ont permis de construire le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Celui-ci définit les axes suivants pour l'action de la commune à un horizon de 10 ans :

- 1-Protéger les éléments-supports de la biodiversité
- 2-Protéger le cadre de vie rural
- 3-Rechercher la sobriété énergétique
- 4-Maintenir la vitalité démographique
- 5-Assurer la cohérence de la politique de l'habitat
- 6-Protéger le potentiel agricole et sylvicole
- 7-Pérenniser les services en place
- 8-Accompagner le développement du site du Normandoux.

C'est sur la base de ces orientations que le PLU a été élaboré et que les autres pièces du dossier ont été constituées (orientations d'aménagement et de programmation, règlement, règlement graphique).

L'ensemble de ces pièces a également été conçu en concertation avec les Services de l'État. Quatre réunions de travail sur le PADD et les autres outils réglementaires ont été organisées les 1<sup>er</sup> et 22 octobre 2015, ainsi que les 15 septembre et 3 octobre 2016.

Le dossier complet du PLU a été présenté aux Personnes Publiques Associées lors d'une réunion, le 27 octobre 2016.

Le Conseil municipal a examiné et débattu des orientations du PADD lors de la séance du 8 novembre 2016.

Une seconde réunion publique a été tenue le 18 novembre 2016 afin d'exposer à la population l'ensemble du travail et de préciser le projet communal avant que le Conseil municipal n'arrête celui-ci. La séance a été

ouverte aux questions et observations du public afin d'explicitier le projet et présenter les outils de gestion du territoire à un horizon de 10 ans.

Sur le plan environnemental, le projet de PLU a été soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale afin de déterminer s'il était soumis à évaluation environnementale spécifique. Par avis rendu en date du 8 décembre 2016, le PLU de la commune de Tercé n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Dans ce cadre de la Loi NOTRe et de la modification subséquente du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale, Tercé et la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » ont rejoint, au 1<sup>er</sup> Janvier 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération.

Dans ce nouveau cadre, le dossier d'arrêt-projet du PLU a été examiné en Commission Urbanisme intercommunale en mars 2017.

### **Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme**

La commune de Tercé est une commune à la fois rurale et périurbaine, située à 17 kilomètres du centre-ville de Poitiers. Elle s'étend sur 2 353 hectares et compte 1 115 habitants (recensement INSEE de 2013).

C'est une commune qui dispose d'un patrimoine historique et paysager intéressant et d'un patrimoine environnemental non négligeable. Le projet porté par le PLU prend en compte cette richesse, qui a servi d'axe de travail à l'élaboration du document d'urbanisme ; il s'agit d'un projet respectueux et modéré.

La commune n'est pas concernée par des espaces protégés (site Natura 2000) ou importants (ZNIEFF) pour la préservation de la biodiversité. Néanmoins, les boisements épars et le linéaire de haies bocagères qui traversent la commune d'Ouest en Est sont considérés comme un corridor écologique d'importance régionale au Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE). En réponse, le zonage mis en œuvre dans le cadre du document d'urbanisme est protecteur puisque l'intégralité de cet axe est classée en zone naturelle.

Sur l'ensemble du territoire communal, les exploitations et les terres agricoles sont concernées par un zonage « A » qui permet de nouvelles constructions, mais de façon limitée dans des espaces déjà investis pour l'agriculture ; cela permet de ne pas engendrer de nouveaux impacts sur les espaces naturels.

Le Bourg de Tercé présente plusieurs espaces quasi-interstitiels au sein desquels le développement de l'habitat est possible tout en conservant la position centrale du Bourg et en évitant l'urbanisation linéaire le long des axes de circulation. Le développement du bâti tel qu'il est envisagé permet de ne pas empiéter sur les espaces agricoles et naturels alentour. La plus grosse partie des zones ouvertes à l'urbanisation se trouve en situation enclavée au sein de l'enveloppe bâtie existante, dans une logique de moindre consommation d'espace.

Sur les villages de « La Quailère » (à l'Ouest), « Les Basses Forges » (au Sud-Ouest du Bourg) et « Les Berjottes » (au Nord-Ouest du Bourg), aucune ouverture à l'urbanisation n'est planifiée. Le potentiel d'accueil sur ces villages est envisagé *intra-muros* (rénovation du bâti, utilisation des espaces interstitiels). Par ailleurs, des coupures d'urbanisation sont respectées entre ces villages et le Bourg afin de ne pas rompre les corridors écologiques locaux entre les différents sites naturels protégés.

Seul le village de « La Pithière » dispose d'une zone ouverte à l'urbanisation, de taille très limitée (0,4 hectare). De manière globale, toutes les zones ouvertes à l'urbanisation sont raccordées à l'assainissement collectif, évitant de nouveaux investissements à la collectivité.

L'ouverture à l'urbanisation est globalement limitée (7,9 hectares) et, à travers les orientations d'aménagement et de programmation mises en œuvre, l'impact éventuel sur l'environnement est neutralisé (traitement paysager, maintien d'écrans verts entre les constructions et les paysages alentour..).

Le projet porté par le PLU de Tercé n'aura donc pas d'effet notable sur l'environnement car la démarche itérative de connaissance et de prise de l'environnement suivie tout au long de son élaboration a permis d'irriguer la réflexion autour du projet de territoire.

Sur le plan économique, le projet porte une orientation de développement du site du « Normandoux », au Nord du Bourg, dans la perspective de l'ouverture d'une école de DJ. Il s'agit là d'un site important pour l'emploi local.

Il convient aujourd'hui d'arrêter le projet de PLU de la commune de Tercé afin de le soumettre pour avis aux Personnes Publiques Associées, puis par la suite, à l'enquête publique avant son approbation.

En conséquence, il vous est proposé :

- de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tercé tel qu'il est annexé à la présente délibération
- d'afficher la présente délibération, conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, pendant un mois au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale et dans la mairie de la commune membre concernée
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire.

Les dépenses correspondantes seront inscrites à l'imputation 3400/810/202 du budget principal de Grand Poitiers Communauté d'agglomération.

POUR	73	
CONTRE	0	
Abstention	6	M. Gérald BLANCHARD, Mme Jacqueline DAIGRE, Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT, M. Sylvain POTHIER-LEROUX, Mme Marie-Dolorès PROST, M. Edouard ROBLOT
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



*(Handwritten signature)*

Michel BERTHIER

RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	7 avril 2017
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	

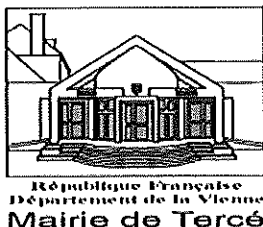
Identifiant de télétransmission		
Nomenclature Préfecture	2.1	
Nomenclature Préfecture	Documents d'urbanisme	

**GRAND POITIERS** Communauté d'agglomération

15 Place du Maréchal Leclerc  
CS 10569  
86021 POITIERS cedex







## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

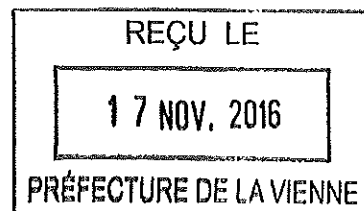
### SÉANCE DU 8 NOVEMBRE 2016

L'an deux mille seize, le huit novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de TERCE, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Christian RICHARD, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 2 novembre 2016.

**Nombre de conseillers :**

- en exercice :	15
- présents :	12
- votants :	12



**Présents :** Christian RICHARD, Jean-Paul PANICAUD, Franck BAYARD, Christine POLO, Sébastien BOURGOIN, Aurélie FOURNIER, Jean-Joël BRUNET, Nathalie TEXIER, Catherine MARTINEAU, Michel GUEDON, Patrick LAURENT, Françoise TOURAINE.

**Absents excusés :** Brigitte COUSSAY.

**Absents non excusés :** Franck RIGAUD, Marion AUBRUN.

**Participait à la réunion :** Sylvie THOUVENIN, adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe.

Sébastien BOURGOIN a été élu secrétaire.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

### **N°58 – PLU : DEBAT DUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le 13 juin 2014, il a été décidé par délibération de prescrire la révision du Plan d'occupation des Sols en un Plan Local d'Urbanisme.

L'article L151-2 du code de l'urbanisme dispose que les PU comportent un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Selon l'article L151-5 du code de l'urbanisme, ce PADD définit :

- les orientations générales d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques,
- les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour la commune,
- il fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain,
- il peut rendre compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du Conseil Municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du projet du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire expose le projet de PADD :

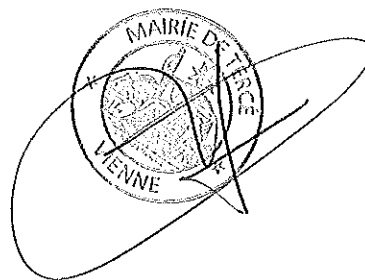
1. Protéger les éléments-supports de la biodiversité
2. Protéger le cadre de vie rural
3. Rechercher la sobriété énergétique
4. Maintenir la vitalité démographique
5. Assurer la cohérence de la politique de l'habitat
6. Protéger le potentiel agricole et sylvicole
7. Pérenniser les services en place
8. Accompagner le développement du site du « Normandoux »

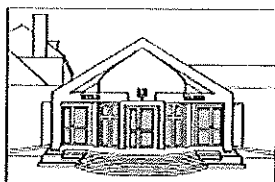
Après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert.

Après en avoir débattu, le Conseil Municipal prend acte de la tenue du Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Le Maire,  
Christian RICHARD

**Délibération rendue exécutoire**  
**Transmise à la Préfecture et affichée le : 15 novembre 2016**





République Française  
Département de la Vienne  
Mairie de Tercé

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### SÉANCE DU 13 JUIN 2014

L'an deux mille quatorze, le treize juin à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de TERCE, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Christian RICHARD, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 05 juin 2014

Nombre de conseillers :  
   - en exercice : 15  
   - présents : 13  
   - votants : 13

Présents : Christian RICHARD, Christine POLO, Jean-Paul PANICAUD, Marion AUBRUN, Franck BAYARD, Brigitte COUSSAY, Sébastien BOURGOIN, Aurélie FOURNIER, Jean-Joël BRUNET, Catherine MARTINEAU, Michel GUEDON, Nathalie TEXIER, Françoise TOURAINE.

Absents excusés : Messieurs Patrick LAURENT et Franck RIGAUD

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Participait également à la réunion : Madame Alexandra FRANCHAUD, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe.

Madame Alexandra FRANCHAUD et Monsieur Sébastien BOURGOIN ont été élus secrétaires.

### N°11 – OBJET : PRESCRIPTION PLU – MODALITE DE CONCERTATION

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le code de l'urbanisme a profondément été renouvelé suite à l'entrée en vigueur :

- de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), de la loi n°2003-152 du 2 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat (UH),
- de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dit Grenelle 1),
- de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dit Grenelle 2 ou ENE)
- de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)

Le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 13 avril 2001 devra être engagé dans une démarche de transformation en PLU au plus tard le 31 décembre 2015 sous peine de caducité à cette date, et être approuvé le 26 mars 2017.

Monsieur le Maire propose ainsi au Conseil Municipal, de se prononcer sur le lancement de cette procédure sur le territoire de la commune.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire**

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.123-1 et suivants et les articles R.,123-1 et suivants

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de l'expropriation,

Vu le Code général des collectivités locales,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal ;**

- 1 Décide de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L.123-1 et suivants du code de l'urbanisme;
- 2 De lancer la concertation prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme. Cette concertation revêtira les formes suivantes :
  - Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires; articles dans le bulletin municipal,
  - Réunions avec les associations, réunions publiques avec la population au nombre de deux,
  - Affichage de l'évolution du projet sur des panneaux en mairie; un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours d'ouverture;

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire au bon déroulement de l'étude et à une meilleure compréhension pour les habitants.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au Conseil Municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

2a- Demande à Monsieur le Maire de solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'association des services de l'État conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme;

2b - Demande, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du POS en PLU ;

- 3 Décide d'organiser une consultation pour réaliser la mission d'élaboration du PLU auprès d'au moins trois bureaux d'études ;

3a - Autorise Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de la procédure ;

- 4 Autorise Monsieur le Maire, conformément à l'article L.121-7 alinéa 1<sup>er</sup> du code de l'Urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires ;

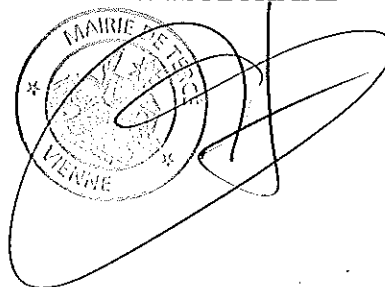
- 5 Dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont (seront) inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20 article 202 « Frais liés document d'urbanisme & numérisation cadastre), en section investissement ;

La présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée, conformément aux articles L123-6 et L121-4 du code de l'urbanisme :

- au Président du Conseil Régional ;
- au Président du Conseil Général ;
- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ;
- au Président de la Chambre des Métiers ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture ;
- au Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou

Conformément à l'article R.123-24 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Maire,  
Christian RICHARD



**Délibération rendue exécutoire**  
**Transmise à la Préfecture et affichée le : 27 juin 2014**